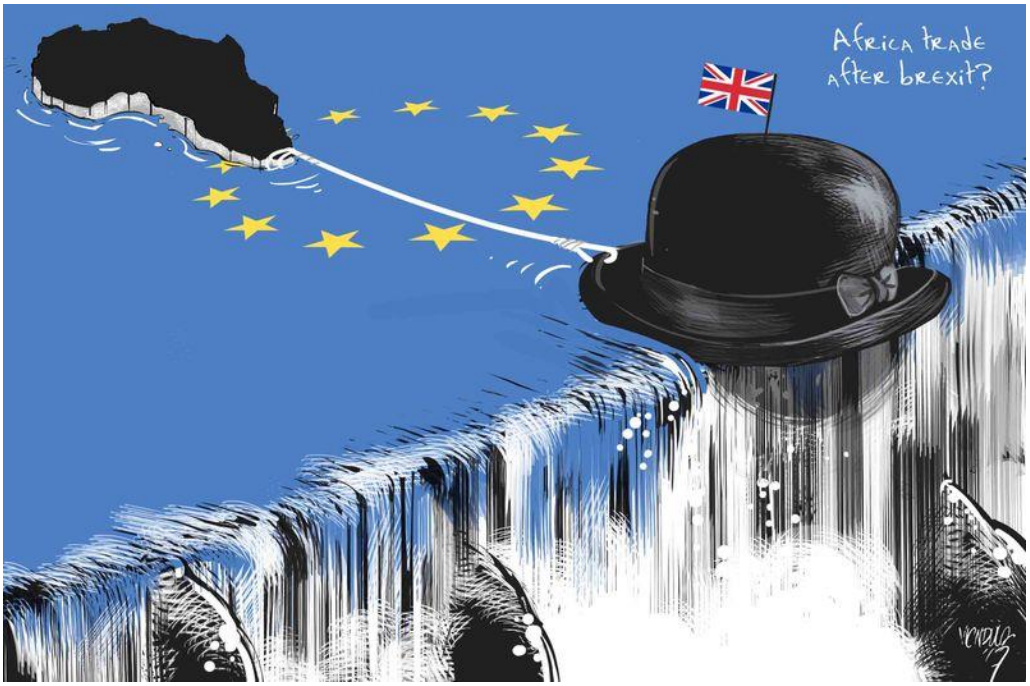
L’ Angleterre, le Brexit et l’Afrique

par Dirk Kohnert [1]



Brexit et l'Afrique, les implications commerciales pourraient être catastrophiques pour l'Afrique
Crédit: Victor Ndula [2]

L'article suivant analyse les conséquences du Brexit pour l'Afrique et révèle le mythe d'un avenir prometteur pour les relations du continent avec la Grande-Bretagne. Compte tenu de la rhétorique «altruiste» britannique post-Brexit concernant le soutien à la croissance et de lutte contre la pauvreté en Afrique, il convient de noter que la Grande-Bretagne soutient un réseau mondial de paradis fiscaux notoires dans ses anciens territoires d'outre-mer. Les perspectives des défavorisés pour la situation post-Brexit en Afrique et en Angleterre ne semblent pas bonnes.

[1] Dirk Kohnert, est économiste et associé de l’ Institute of African Affairs, GIGA à Hambourg. - Les lecteurs intéressés trouveront une analyse plus détaillée du sujet par l'auteur en anglais à l'adresse suivante: Kohnert, Dirk (2018) : More equitable British post-Brexit Africa relations: doomed to fail?, *Africa Spectrum*, vol. 53., No. 2, pp. 119–130. - La version originale de ce bref article en anglais est disponible sur le blog de la Revue *Review of African Political Economy* (ROAPE-blog) sous le titre : Britain, Brexit and Africa.

[2] Une biographie détaillée du célèbre dessinateur kenyan Victor Ndula, Nairobi, Kenya, ainsi que d’autres œuvres de son travail sont fournies par Cartoon Movement.com.

Le débat controversé sur l'impact possible du Brexit, c'est-à-dire le départ imminent du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) d'ici fin mars 2019 est marqué par les illusions exubérantes des défenseurs du Brexit, d'une part, et par les sombres prédictions des sceptiques, de l'autre. Cependant, l'impact du Brexit sur l'Afrique, en particulier les anciennes colonies britanniques d'Afrique, est largement occulté dans la discussion actuelle. La vision du gouvernement britannique d'une "Grande-Bretagne mondiale" dépend en grande partie de son intention de renforcer la coopération avec les pays du Commonwealth, qui comprend 19 États africains sur 54. Parmi eux figurent les États les plus peuplés et les plus puissants, tels que le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Égypte et le Ghana. Jusqu'à présent, toutefois, les échanges commerciaux avec les pays du Commonwealth ne représentent que 9 % du commerce extérieur britannique (Henköl, 2017, Stone, 2017). Que Londres puisse augmenter de manière significative cette part comme prévu en libéralisant les marchés, en réduisant les droits de douane et les obstacles non-tarifaires, reste très discutable. D'autant plus qu'on ne sait pas ce que le Royaume-Uni pourrait offrir en plus, autre que les acteurs mondiaux en concurrence, ayant un intérêt croissant pour les ressources et les marchés africains, tels que la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'UE n'ont pas déjà à leur agenda.

Enjeux clés pour l'Afrique

Qu'est-ce que sont les enjeux clés pour l'Afrique? Dans ce qui suit, je me concentrerai sur cinq questions qui pourraient le plus affecté la coopération durable entre le Royaume-Uni et l'Afrique ainsi qu'entre l'UE et l'Afrique: accès aux marchés, investissements directs étrangers (IDE), aide, sécurité et partenariat.

Meilleur accès au marché ?

Pour la plupart des pays africains du Commonwealth, la Grande-Bretagne est de loin le plus grand marché pour leurs exportations. Londres affirme actuellement qu'elle va mieux protéger les industries émergentes africaines avec sa nouvelle politique commerciale post-Brexit. Cette politique contraste fortement avec les accords de partenariat économique de l'UE (APE / EPAs) (RAS-APPG 2017, Kohnert, 2014). Toutefois, dans le cas d'un Brexit difficile ou sans accord, les pays africains ne bénéficieront plus d'un accès préférentiel au Royaume-Uni, à moins que Londres ne parvienne à négocier de nouveaux accords bilatéraux avec les gouvernements africains à l'avance. Étant donné le peu de temps avant mars 2019, cela semble hautement improbable. L'exclusion de l'accès préférentiel accordé

par l'Afrique au Royaume-Uni s'appliquerait non seulement aux signataires des APE, mais également aux membres de l'Accord de libre-échange européen (ALE / FTA) et du système de préférences généralisés (SPG / GSP) de l'UE, y compris le marché libre de droits de douane, sauf l'initiative Tout sauf les armes (TSA / EBA). Pour des pays tels que l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Égypte, le Kenya, et même pour de petits États tels que Maurice, ou le Royaume-Uni représente actuellement environ 25 à 30 % de ses exportations vers l'UE, des effets néfastes importants sont attendus. Londres n'aura probablement d'autre choix que de donner la priorité en concentrant initialement ses négociations sur les plus grands pays du Commonwealth, tels que le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud. Incidemment, le Royaume-Uni sera probablement plus sélectif et tentera de se concentrer sur les accords bilatéraux, de préférence avec les pays africains les plus importants pour sa propre économie.

Plus d'investissement direct étranger ?

À l'occasion du sommet du G20 de juillet 2017 à Hambourg, la première ministre britannique Theresa May a annoncé des programmes intégraux sur le Brexit visant à réduire la dépendance des pays africains vis-à-vis de l'aide au développement. Londres visait à accroître la prospérité à long terme de l'Afrique par le biais de programmes combinés de promotion du commerce, tels que «Aide pour le commerce», d'instruments financiers et de soutien à l'IDE en Afrique (UK Government, 2017). Les investissements du Royaume-Uni en Afrique, qui ont plus que doublé entre 2005 et 2014, passant de 20,8 milliards à 42,5 milliards de GBP, devraient être encore renforcés par le Brexit. La manufacture, les industries extractives et les services financiers sont les principaux secteurs industriels auxquels l'investissement britannique direct a été attribué. Ils représentaient 54,4 %, ou 34,3 %, de l'IDE total du Royaume-Uni en 2014 (Hardie 2016). Cependant, même si le Brexit et ses conséquences devaient attirer d'importants investissements nets supplémentaires en Afrique, il ne s'agirait en premier lieu que d'un outil additionnel pour accroître la rentabilité de l'investissement privé et socialiser les pertes potentielles au détriment du contribuable en Afrique et ailleurs, au détriment des pauvres. Cela dit, les investissements britanniques en Afrique, ainsi que la distribution des ressources contrôlées par l'Angleterre sur l'ensemble du continent, sont confinés à une très petite élite en Grande-Bretagne et en Afrique. Les entreprises britanniques contrôlent de vastes zones de l'Afrique qui contiennent d'importantes réserves de ressources naturelles, notamment en or, cuivre, platine, charbon et diamants. Une centaine de sociétés cotées à la London Stock Exchange (LSE) - la plupart d'entre elles sont britanniques - ont des activités minières dans 37 pays d'Afrique

subsaharienne. Ils contrôlent conjointement les ressources les plus précieuses de l'Afrique, d'une valeur supérieure à un billion de dollars (Curtis 2016). À l'avenir, les entreprises britanniques pourraient avoir tendance à négocier indépendamment de toute restriction éthique perçue ou réelle de l'UE, ce qui pourrait aggraver ces inégalités (Ansorg & Haastrup, 2016: 3). L'utilisation croissante des paradis fiscaux par les citoyens britanniques fortunés peut être considérée comme un indicateur d'une éthique aussi complète. La rhétorique "altruiste" du gouvernement britannique après le Brexit sur la croissance axée sur la pauvreté en Afrique semble être contestée par le fait que le Royaume-Uni soutient toujours un vaste réseau de paradis fiscaux notoires dans les territoires d'outre-mer, les zones de la couronne, et l'île de Grande-Bretagne. Le Royaume-Uni est considéré comme un exemple typique, «*la mère de tous les paradis fiscaux*» dans le monde (Srinivasan, 2018).

En complément de l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE), la Première ministre Theresa May a annoncé lors du sommet du G20 à Hambourg que le gouvernement britannique chercherait à intégrer les pays africains aux marchés financiers mondiaux après le Brexit. Entre autres choses, elle a promis de contribuer à hauteur de 60 millions de livres sterling à la construction d'un marché financier africain fort et transparent (UK Government, 2017). Selon l'annonce nuageuse de Theresa May, le Royaume-Uni cherchera à stimuler l'innovation financière, à renforcer l'autonomie du secteur bancaire africain et à fournir un financement là où il est le plus nécessaire.

Aide renforcée pour l'Afrique ?

Bien que la première ministre Theresa May ait répété à plusieurs reprises en 2017 et 2018 que le gouvernement britannique reste déterminé à consacrer 0,7 % de son revenu national brut (RNB) à l'aide au développement (inscrite dans la loi de 2015), le Brexit pourrait entraîner une baisse de l'aide britannique pour l'Afrique pour les raisons suivantes. Le retrait de l'UE prive le Royaume-Uni d'effets multiplicateur importants sur son aide au développement (Preis, 2018a). Le gouvernement britannique a apparemment utilisé l'UE comme catalyseur pour améliorer sa propre assistance. En 2013, le Senior European Experts Group, un groupe informel d'anciens hauts fonctionnaires et diplomates britanniques, qui publie régulièrement des notes d'information et des documents d'opinion très médiatisés sur les problèmes de l'UE, a déclaré que "*des statistiques sur la vigueur de l'économie britannique, telles que c'est la septième économie du monde, est une flatterie déloyale, et la Grande-Bretagne ne peut maintenir son influence et sa prospérité qu'en*

exploitant l'UE, à un moment où l'équilibre relatif entre la croissance mondiale, la population et le pouvoir s'éloigne de la Grande-Bretagne et de l'Europe." (Price , 2018: 3-4 ; traduction, D.K.). Privée de cela, la volonté de la Grande-Bretagne de respecter ses engagements en matière de secours pourrait être considérablement réduite.

Dans ces conditions, Londres se concentrerait probablement sur des partenaires stratégiques triés sur le volet et sur les relations bilatérales existantes, en particulier avec certains pays africains du Commonwealth, tels que l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Kenya, aux dépens des pays africains en développement (PMA) les plus pauvres. En outre, elle pourrait élargir son éventail de partenaires bilatéraux aux dépens de la coopération multilatérale au développement de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale, etc.

Sécurité accrue pour l'Afrique ?

Le gouvernement britannique a affirmé à plusieurs reprises que ses dépenses de défense étaient les plus élevées de l'UE, contribuant ainsi à la plus grande industrie de la défense et à la plupart des opérations et missions de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne (PSDC ; voir ci-dessous, Duke 2018: 44). -46). Cependant, Londres a apparemment exagéré sa contribution pour renforcer sa position de négociation pour un nouveau partenariat de sécurité avec l'UE après le Brexit, qui comprendrait la défense, la cybersécurité et les migrations extérieures. En fait, la Grande-Bretagne ne fournit que 2,3 % de toutes les missions PSDC (Duke 2018: 44-45). C'est nettement moins que, par exemple, les contributions de la France, de l'Espagne ou de l'Italie aux opérations civiles et militaires de l'UE. En particulier, le Royaume-Uni n'a pas participé à la plupart des missions en Afrique, à l'exception de la mission dans la Corne de l'Afrique, qui devait sécuriser les routes maritimes entre l'Europe et l'Asie. La France a pris les devants dans presque toutes les missions. En résumé, l'impact direct du Brexit sur les mesures de sécurité de l'UE en Afrique devrait être plutôt faible. Cependant, pour l'UE et le Royaume-Uni, il serait crucial de trouver un accord après le Brexit pour les pays du Maghreb et du Sahel afin de freiner la migration irrégulière, le crime organisé, le développement des groupes djihadistes et le terrorisme.

Un partenariat égal ou un clientélisme collectif ?

Certains Brexiteers et hommes politiques africains ont exprimé leur espoir d'une ère en or avec une relation redécouverte, mais plus profonde et davantage basée sur le partenariat

avec le Commonwealth après le Brexit. Londres pourrait saisir l'occasion de travailler avec la zone de libre-échange continentale panafricaine (CFTA) nouvellement créée, qui a été approuvée par 44 gouvernements africains à Kigali en mars 2018. Cependant, les gouvernements africains ont l'intention d'utiliser leur avantage de négociation en tant que partenaire recherché pour renforcer la protection de leurs marchés et de leurs industries. Cette stratégie pourrait fonctionner dans des domaines où les produits et services britanniques ne sont pas en concurrence avec les marchés africains. Cependant, on peut se demander si le Royaume-Uni autorisera des contingents tarifaires, moins contraignants et des obstacles non-tarifaires, tels que des règles d'origine plus souples ou une protection accrue contre les exportations de services britanniques, si cela nuisait à l'industrie britannique. En outre, une approche plus libérale de la Grande-Bretagne vis-à-vis des importations en provenance d'Afrique - par exemple en termes de quotas et autres barrières non-tarifaires - pourrait augmenter le coût des futurs accords commerciaux entre le Royaume-Uni et l'UE, surtout si Londres doit quitter l'Union douanière de l'UE. Cela étant dit, bien que la Grande-Bretagne soit fière de ses relations bilatérales étroites avec le réseau du Commonwealth, ces relations, en particulier avec les principaux acteurs africains, notamment l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana et le Kenya, n'ont pas été sans tensions, par exemple en ce qui concerne la fuite des cerveaux des anciennes colonies britanniques par la Grande-Bretagne. Dans ces conditions, un partenariat égal entre la Grande-Bretagne et l'Afrique et une situation gagnant-gagnant sont improbables pour les deux parties. En outre, le Brexit ne mettra pas seulement en question l'intégration européenne, mais mettra également en péril les efforts d'intégration régionale en Afrique (Ansorg et Haastrup 2016; Henökl 2017).

Conclusion

Le Brexit ne sera pas facile. Malheureusement, beaucoup de ceux qui ont voté pour une véritable "Grande-Bretagne globale", rappelant peut-être les "temps d'or" de l'Afrique britannique coloniale, ne semblaient pas avoir suffisamment pris en compte les implications de leur décision. Le 28 août 2018, la Première ministre Theresa May a effectué sa première visite de trois jours en Afrique afin de nouer de nouvelles relations commerciales avec les pays les plus importants avant le Brexit. Au cours de sa tournée en Afrique du Sud, au Nigéria et au Kenya, elle a présenté des projets ambitieux qui auraient vraisemblablement pour effet de donner une nouvelle impulsion du Brexit pour les entreprises et les investisseurs britanniques. Il a promis de faire de la Grande-Bretagne un pays véritablement mondial, opérant dans des économies au potentiel énorme et croissant en échelle mondiale.

Pour la Grande-Bretagne, cependant, le temps presse. L'histoire de la "trahison" du Commonwealth par l'adhésion à l'UE dans les années 1970, qui est souvent utilisée par les Brexiteers, est un mythe. C'est un moyen politique désespéré de tromper les Britanniques pauvres, qui sont en majorité désillusionnés, qui semblent avoir surtout voté pour le Brexit et des liens plus étroits avec le Commonwealth africain.

Lectures supplémentaires : Les lecteurs intéressés trouveront une analyse plus détaillée du sujet par l'auteur en anglais à l'adresse suivante: Kohnert, Dirk (2018) : More equitable British post-Brexit Africa relations: doomed to fail?, *Africa Spectrum*, vol. 53., No. 2, pp. 119–130. - La version originale de ce bref article en anglais est disponible sur le blog de la Revue *Review of African Political Economy* (ROAPE-blog) sous le titre : Britain, Brexit and Africa.

Références

Ansorg, Nadine & Toni Haastrup (2016): Brexit Beyond the UK's Borders: What It Means for Africa. Hamburg: *GIGA Focus | Africa*, No. 3, September 2016

Curtis, Mark (2016): The New Colonialism: Britain's Scramble for Africa's Energy and Mineral Resources. London: *War on Want*

Duke, Simon (2018): High stakes: Brexit, security, and defence. *Great Insights, (2018) 3:* 44-46

Hardie, Michael (2016): The UK's trade and investment relationship with Africa: 2016. Recent changes in the UK's trade and investment relationship with Africa. London: Office of National Statistics

Henökl, Thomas (2017): How Brexit affects EU external action: The UK's legacy in European international cooperation. *Futures*, 97 (2018): 63-67

Kohnert, Dirk (2014): Afrikas TTIP? Weshalb die EPAs in der jetzigen Form verhindert werden müssen. *ipg-journal* (FES), 2014 (online)

Price, Sophia (2018): Brexit and the UK-Africa Caribbean and Pacific aid relationship. *Global Policy*, Wiley Online Library, 18 April 2018

Price, Sophia (2018a): Securing Financial Markets: UK-Africa Relations after Brexit. *Review of African Political Economy*, ROAPE-blog, 4 May 2018

RAS-APPG (2017): The Future of Africa-UK Trade and Development Cooperation Relations in the Transitional and Post Brexit Period. London: Africa All Party Parliamentary Group & Royal African Society,

Srinivasan, Kannan (2018): Black money and the UK: the Mother of all tax havens. WP. *academia.edu*, New York: Wertheim Study

Stone, Jon (2017): Theresa May to use Commonwealth meeting months before Brexit to push closer trade ties. London: *The Independent*, 13 March 2017

UK Government (2013): Review of the balance of competences between the United Kingdom and the European Union. London: Foreign Policy [online]

Map 1: Pays africains membres du Commonwealth [3]

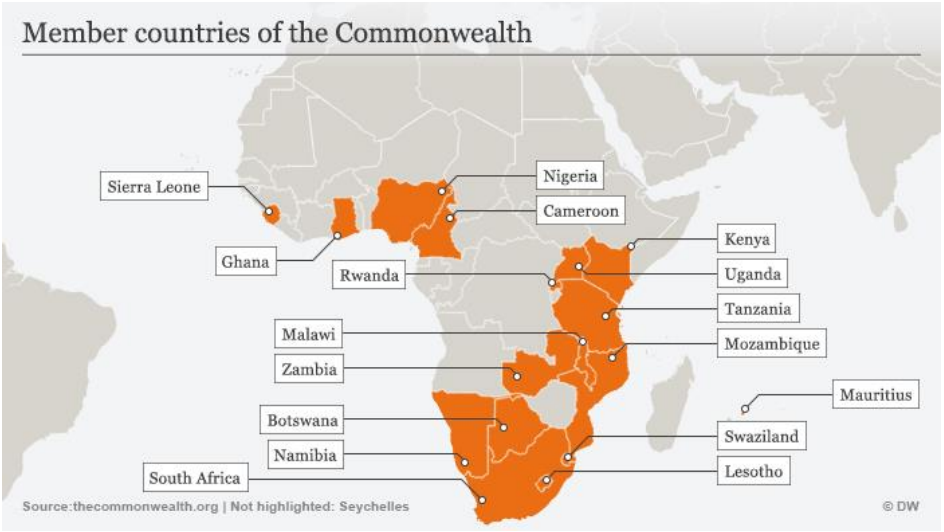
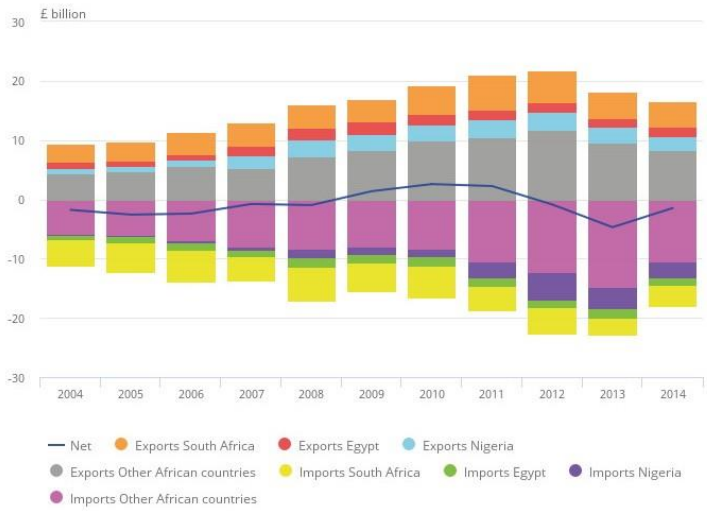


***Figure 1**: UK trade with Africa broken down by country (£ billion), 2004 to 2014*



Source: Ansorg & Haastrup, 2016; Hardie, 2016; Office for National Statistics (Royaume-Uni).
Remarques: Aux fins du graphique, les importations sont signalées par un signe négatif

[3] . La Gambie (Afrique de l'Ouest, rejointe en 2018) et les Seychelles ne sont pas mises en évidence sur la carte; Le Zimbabwe se retire en 2003

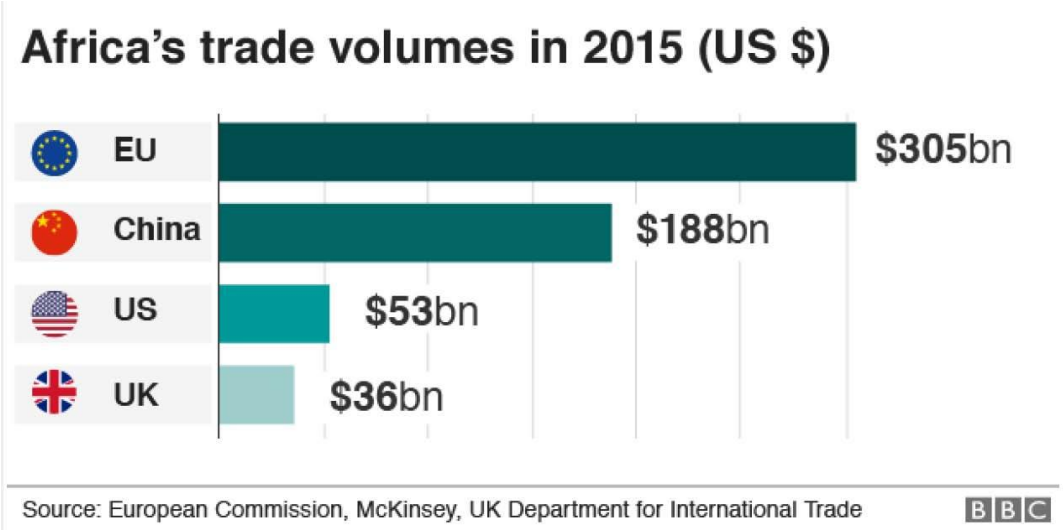
Figure 2: Positions d'investissement direct étranger (FDI) du Royaume-Uni avec l'Afrique (milliards de £), 2005 à 2014.

Source: Hardie, 2016; Office for National Statistics (UK)

Map 2.: Paradis fiscaux sur la liste noire de l'UE (Crédit: Boffey, 2017)

17 blacklisted territories
5 British territories/ dependencies on notice
Other territories on notice
Americas
East to west - Panama, Grenada, Trinidad and Tobago, St Lucia, Barbados
Africa and Middle East
Tunisia, Namibia, Bahrain, UAE
Asia and Pacific
Mongolia, Macau, South Korea, Palau, Guam, Marshall Islands, Samoa, American Samoa
British territories on notice
Cayman Islands, Bermuda, Isle of Man, Guernsey, Jersey
Guardian graphic | Source: European Council

Tableau: Volume des échanges de l'Afrique avec les principaux pays en 2015 (US $)



Source: Madowo 2018

Brexit – '*Passons maintenant à notre prochaine destination. Allez !'*. La blessure auto-infligée de Boris Johnson, politicien britannique. Il a été maire de Londres de 2008 à 2016 et a occupé de 2016 à 2018 les fonctions de secrétaire d'État aux Affaires étrangères et du Commonwealth.
Crédit: Gado, 26 juin 2016 [4]

[4]Bande dessinée avec une allusion apparente au légendaire groupe de comédie britannique Monty Python et à ses héros, l'auto-amélioration et l'autodestruction du Black Knight. - Le dessinateur tanzanien Godfrey Mwampembwa, surnommé 'Gado' "est le caricaturiste politique le plus syndiqué en Afrique orientale et centrale", selon son auto-portrait.